



Synthèse de la conférence internationale<sup>1</sup>

## **Identité européenne et avenir des Balkans**

organisée à Skopje, le 19 mai 2014

Il y a plus de dix ans, l'Union européenne (UE) offrait aux pays des Balkans occidentaux des perspectives d'adhésion visant à accompagner leur transformation politique et économique et à parachever la réunification du continent. Ces perspectives, formulées une première fois lors du Conseil européen de Zagreb en 2000, puis réitérées à Thessalonique en 2003, ne prévoient pas d'adhésion automatique. Elles dépendent des progrès consentis individuellement par chaque état en matière d'harmonisation, et du respect de critères économiques et politiques prédéfinis. Parmi ceux-ci figurent les relations de bon voisinage, que chaque futur état membre se doit d'établir, l'approfondissement des coopérations régionales et l'idée de réconciliation, fondatrice du projet européen. Le processus d'intégration européenne suppose donc une transformation des identités nationales, leur redéfinition en termes plus inclusifs, et l'acceptation de l'idée encore naissante d'une identité commune transcendant les déterminants nationaux : celle de l'appartenance à l'Europe.

Qu'en est-il aujourd'hui de cette transformation dans les Balkans occidentaux, plus de dix ans après le lancement du processus d'intégration européenne dans la région ? C'est la question sur laquelle le Centre franco-autrichien, avec ses partenaires, a souhaité se pencher. Le Centre franco-autrichien poursuit ainsi le cycle de conférence initié en 2005 sur la situation politique et économique des pays des Balkans occidentaux et leur intégration européenne. Cette année-ci, la conférence s'est tenue à Skopje, en Macédoine. Le choix du pays n'est pas un hasard. Candidate officielle à l'adhésion à l'UE depuis 2005, la Macédoine a longtemps fait figure de bon élève dans les Balkans. Elle a très tôt manifesté ses aspirations européennes, et a longtemps joui d'une grande confiance internationale, suite à la conclusion des Accords d'Ohrid en 2001. Mais des problématiques régionales, qui résonnent avec celles auxquelles doivent faire face d'autres états balkaniques, font depuis lors obstacle à son entrée dans l'Union et font le terreau des nationalismes. Aujourd'hui se pose alors la question, en Macédoine et dans les Balkans occidentaux en général, du rôle que l'UE doit ou peut jouer dans la transformation des identités nationales dans la région et dans l'avenir des Balkans.

L'organisation de la conférence portant sur cette problématique s'est déroulée en étroite coopération avec le partenaire du Centre franco-autrichien en France, le Centre d'étude

---

<sup>1</sup> Ce document est diffusé sous la seule responsabilité du Centre Franco-Autrichien. Il n'engage pas la responsabilité des coorganisateur et des participants.

de recherches internationales (CERI) de Sciences Po à Paris, et avec le soutien des ministères des affaires étrangères de France et d'Autriche, des ambassades de France et d'Autriche à Skopje, de l'Institut culturel français à Skopje et du 'Mouvement européen République de Macédoine'.

La conférence a connu un franc succès auprès des intervenants, du public, venu en grand nombre, et des médias. De nombreux invités très prestigieux, issus du monde politique, économique, académique et de la société civile, et de plusieurs états de la région, mais aussi de Vienne, de Paris, de Bruxelles, ont contribué au succès de cette événement. Parmi eux, figuraient Nikola POPOSKI, Ministre des Affaires étrangères de la République de Macédoine, Violaine BILLETTE DE VILLEMEUR, Directrice adjointe de la direction de l'Europe continentale au Ministère français des affaires étrangères et du développement international, Johannes KYRLE, ancien secrétaire général du Ministère autrichien des affaires européennes et internationales, Mileva GJUROVSKA, Présidente du Mouvement Européen République de Macédoine, Laurence AUER, Ambassadrice de France en Macédoine, Thomas-Michael BAIER, Ambassadeur d'Autriche en Macédoine, Stefan LEHNE, chercheur au Carnegie Europe, Alain DIECKHOFF, directeur du CERI – Sciences Po, Christian LEQUESNE, ancien directeur du CERI – Sciences Po, Jelena MILIĆ, Directrice exécutive du Centre pour les études euro-atlantiques à Belgrade, Helmut KRAMER, professeur à l'Université de Vienne, Nenad ŠEBEK, Directeur du Centre pour la Démocratie et la Réconciliation en Europe du Sud-est, Vedran DŽIHIĆ, chargé de recherche à l'Institut autrichien pour la politique internationale (OIIP), Sašo ORDANOSKI, journaliste et analyste politique en Macédoine, Nadège RAGARU, chargée de recherche au CERI-Sciences Po, David HENIG, chercheur à l'Université de Kent, et Harald W. KOTSCHY, ancien Ambassadeur d'Autriche en Macédoine.

Les contributions des intervenants sont pour la plupart consultables sur le site internet du CFA : [www.oefz.at](http://www.oefz.at).

### **Relancer la dynamique européenne dans les Balkans occidentaux**

L'intégration européenne des pays des Balkans occidentaux est un processus dont la progression dépend de l'état des réformes dont peut se prévaloir chaque candidat. Il ne s'agit donc pas d'une processus régional en tant que tel, devant aboutir à une adhésion groupée des pays d'ex-Yougoslavie, bien qu'il affecte l'ensemble de la région et promeuve la coopération régionale sous toute ses formes. Il s'agit plutôt d'un processus différencié s'insérant dans un cadre régional, dont la plupart des composantes (les conditions préalables à l'adhésion) sont communes aux états de la région. Ce principe de différenciation, introduit lors du Sommet de Zagreb en 2000, signifie en pratique que l'adhésion des états de la région ne peut être envisagée qu'à la mesure de mérites individuels. Certains états, comme la Slovénie et la Croatie ont grandement profité de cette approche, comme en témoigne leur adhésion respective à l'Union européenne en 2004 et 2013. D'autres, comme le Kosovo, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine, par contre, ne sont pas parvenus à surmonter les obstacles jalonnant leur intégration européenne, et ce, pour diverses raisons. Ils restent donc bloqués aux portes de l'UE.

Force est de constater que les Balkans occidentaux ne progressent pas vers l'UE de manière homogène, et que les efforts dispensés par l'UE dans la région ne sont pas toujours suivis des résultats escomptés. Pis encore, des divisions apparaissent au sein même de la région, entre les états capables d'avancées significatives (Serbie, Monténégro) et ceux dont l'adhésion semble remise aux calendres grecques (Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Kosovo...). Ce constat est d'autant plus décevant que la région a bénéficié d'un large soutien de l'Union européenne (M. Gjurovska) : près de 4,5 milliards d'assistance pour la reconstruction, le développement et la stabilisation entre 2000 et 2006 et plus de 11 milliards d'aide de préadhésion entre 2007 et 2013. Le processus d'intégration européenne, manifestement, n'a pas été la panacée que de beaucoup appelaient de leurs vœux.

L'on peut certes se féliciter de l'adhésion de la Croatie en 2013. Néanmoins, compte tenu de l'approche différenciée qui prévaut en matière d'intégration, il est peu probable que les perspectives européennes des pays voisins de la Croatie profitent d'un quelconque effet d'entraînement. Dix ans après la promesse faite par l'UE lors du Sommet de Thessalonique en 2003, la dynamique européenne dans les Balkans occidentaux semble même s'être essoufflée (V. Dzihic; P. Jankowitsch). La fatigue de l'élargissement ne s'est pas dissipée ; le doute plane sur les capacités d'absorption de l'UE ; et le « projet de paix » qu'incarne l'Union européenne peine de plus en plus à séduire les dirigeants et les citoyens européens (H. Kramer). L'adhésion des pays d'Europe du Sud-est, bien souvent, est perçue dans la région comme un objectif inatteignable, et dans le reste de l'Europe, comme un développement indésirable. La crise économique, qui frappe le continent depuis la fin des années 2000 et les sacrifices exigés par l'Union de ses états membres exacerbent encore le trouble suscité par le projet d'élargissement (M. Gjurovska; V. Dzihic).

Ces préoccupations sont, somme toute, légitimes. Et une relance de la dynamique européenne dans la région ne saurait s'affranchir d'une réflexion sur la question (L. Auer). Il est important de rappeler pourquoi il est nécessaire de poursuivre l'élargissement de l'Union vers l'Europe du Sud-est, et d'œuvrer en ce sens, à l'instar de la France et de l'Autriche, qui ont activement contribué au processus ces dix dernières années (V. Billette de Villemeur; Th-M. Baier; L. Auer). Sans les Balkans occidentaux, l'Europe demeure un projet de paix inachevé, et inversement (V. Dzihic). Dans un autre registre, les préoccupations et les déceptions que nourrissent les citoyens des pays des Balkans occidentaux à l'égard de l'Union devraient aussi nourrir une réflexion plus profonde sur les perspectives de développement institutionnel de l'Union et sur les orientations politiques décidées par celle-ci. La montée des populismes et de l'euroscpticisme en Europe n'épargne pas les Balkans. Or leur circonspection est de mauvais augure pour l'affirmation de l'Union européenne sur la scène internationale. Si l'UE peine à convaincre ses partenaires les plus proches, à quelle efficacité peut donc prétendre son soft power dans des contrées plus éloignées ?

## Repenser l'idée de réconciliation

La réconciliation des peuples est une idée motrice du projet européen. Elle prend racine dans l'œuvre de Kant, qui voyait en la constitution d'une fédération pour la paix le moyen de mettre un terme à la récurrence des guerres sur le continent (H. Kramer). Cet objectif est ambitieux ; il ne s'agit pas simplement de résoudre un conflit particulier au moyen d'un accord ou d'un pacte instituant une paix *ad hoc*. Il s'agit davantage de convaincre les peuples d'envisager l'avenir ensemble ; de prendre conscience de leur communauté de destin. Cela suppose leur réconciliation.

Ce n'est pas une coïncidence si le projet européen est né sur les cendres de l'Europe dévastée, sous l'impulsion de la France et de l'Allemagne. En œuvrant à la construction européenne, les deux pays ont témoigné de leur volonté de se réconcilier et de faire de leur expérience un exemple pour les autres nations européennes. La réconciliation franco-allemande fait aujourd'hui partie du patrimoine historique et moral de l'Europe (H. Kramer; C. Lequesne). Elle est un accomplissement majeur de l'Union –celui ayant permis l'établissement d'une paix durable sur le continent, fondée sur la confiance et l'harmonie entre les peuples (H. Kramer). Et elle continue d'être une source d'inspiration pour tous ceux qui en se rapprochant de l'Europe aspirent à voir leurs relations avec leur voisins se normaliser.

Cette évocation prend une dimension toute particulière dans les Balkans occidentaux. Quelles leçons peut-on tirer de l'expérience franco-allemande pour les pays de la région ? D'abord, il faut noter que le processus de réconciliation franco-allemande s'est opéré suivant une logique de négociation permanente entre une série d'acteurs localisés à différents niveaux (C. Lequesne). Plus encore que l'approfondissement des liens entre les élites étatiques, ce processus a été conduit avec la participation des populations françaises et allemandes, par l'entremise d'échanges scolaires, de jumelages ou de coopération économiques. La transnationalisation des relations franco-allemandes fut un vecteur essentiel de la réconciliation (C. Lequesne). L'objectif d'alors n'était pas nécessairement l'aplanissement de toutes les différences. Il s'agissait davantage d'établir un dialogue entre les acteurs concernés portant sur des thèmes parfois controversés, et d'admettre que la négociation en vue de résoudre ces points de controverse était plus importante que leur résolution même (C. Lequesne). En matière de réconciliation, le dialogue est plus important que ce à quoi il aboutit.

Bien entendu, le travail de mémoire et l'exploration critique du passé est un élément important pour la réconciliation. Les anciens belligérants doivent se confronter à leur histoire, sans que cela ne soit imposé aux populations. La confrontation avec le passé s'apparente plus à un processus social permanent, qu'aucun parti politique, aucun acteur international ne saurait figer (C. Lequesne). Il appartient aux experts, mais aussi aux populations elles-mêmes d'en dessiner les contours et de nourrir leur réflexion, tout en admettant que la vérité historique, comme toute connaissance, est évolutive, et que sa valeur tient aussi en sa contribution aux processus de réconciliation. Il s'agit là de processus relativement long. Douze ans furent nécessaires à la France et à l'Allemagne pour mettre au point des manuels scolaires communs. (C. Lequesne)

S'il est très difficile pour les pays des Balkans occidentaux de tirer les leçons de leur propres échecs, peut-être ceux-ci peuvent-ils se pencher sur cette expérience franco-allemande (N. Šebek). Hélas, les événements récents dans la région ne prêtent pas à l'optimisme. La tendance est plutôt à la réécriture des histoires balkaniques suivant des lignes politiques nationalistes, la création de mythes fondateurs définissant les identités nationales par contraste plutôt que par inclusion, et la réappréciation *a minima* de drames historiques nourrissant la persistance d'antagonismes (N. Šebek). Or il est possible d'utiliser l'histoire comme un instrument de réconciliation. Par exemple, en expliquant dans les manuels scolaires les différents points de vue dans les conflits ayant affecté les Balkans ; en nouant un dialogue au travers de la réalisation de ces manuels ; et en débattant de leur contenu dans les classes sur la base de sources explicites (N. Šebek). C'est ce à quoi s'emploie le Centre for Democracy and Reconciliation in South East Europe.

Certes, les obstacles à la réconciliation sont nombreux, avec notamment l'instrumentalisation des questions historiques à des fins partisans (H. W. Kotschy) ; le poids du passé qui plane, parfois de manière négative, dans la définition des politiques de voisinage (Th-M. Baier) et le poids des traditions. Mais l'intégration européenne et l'expérience franco-allemande permettent ici de sortir des modes de pensée traditionnels en offrant un nouveau cadre commun sur la base duquel la confiance peut être rétablie. L'UE offre en effet un objectif commun aux pays des Balkans occidentaux, partagé par tous, bref, un terrain neutre sur lequel bâtir la réconciliation (N. Poposki). Reste à renforcer l'engagement de la société civile dans la région, pour que se cimenter l'idée de réconciliation, indépendamment des efforts consentis par les élites gouvernementales ou les institutions d'état (C. Lequesne). Et reste enfin à intensifier le leadership politique en la matière afin de donner un nouvel élan au dialogue transnational, d'étendre le débat historique et de légitimer la mise en commun des travaux de mémoire (C. Lequesne).

### **(R)établir les relations de bon voisinage**

Les Balkans occidentaux abritent un certain nombre de problèmes de voisinage, dont la résolution est importante pour la stabilité de la région (N. Poposki). Là encore, le dialogue est essentiel. Il est promu par l'Union européenne sous toutes ses formes, étant entendu que l'UE ne peut importer de nouveaux conflits en son sein (V. Billette de Villemeur). Ce dialogue est soutenu au niveau communautaire, par les institutions européennes et notamment la Haute Représentante Catherine Ashton, mais aussi au niveau intergouvernemental, au travers de l'engagement des états membres. La France et l'Autriche ont par exemple porté assistance à la Croatie et à la Slovénie dans la recherche d'une solution au contentieux territorial concernant le Golfe du Piran (V. Billette de Villemeur).

L'un des accomplissements les plus remarquables en matière de relations de bon voisinage est la normalisation des relations entre Belgrade et Pristina qui s'opère depuis la fin des années 2000. Le contentieux porte sur le statut du Kosovo, qui faute d'accord

avec Belgrade, s'est déclaré indépendant unilatéralement en février 2008. Pour les autorités de Pristina, cette absence d'accord avec Belgrade s'est traduite par l'acquisition d'une souveraineté déficiente, tant au niveau interne (au Nord du Kosovo, là où réside une majorité de Serbes) qu'au niveau externe (compte tenu des problèmes de reconnaissance internationale) (S. Lehne). Pour Belgrade, cette absence de compromis s'est traduite par la pleine mobilisation de l'appareil diplomatique serbe afin de prévenir la reconnaissance internationale du Kosovo –un objectif qui a détourné la Serbie d'autres enjeux internationaux (S. Lehne). Bien que la situation fût désavantageuse pour les deux partis, le dialogue ne s'installa que difficilement entre Belgrade et Pristina. Le manque de confiance était patent entre dirigeants serbes et kosovars (S. Lehne). Mais l'idée d'intégrer l'Union européenne offrit néanmoins un point de départ, une base de négociations, puis un fil rouge aux anciens belligérants. Sous la houlette de la Haute Représentante Catherine Ashton, l'Union chapeauta des négociations techniques couronnées de succès. Des accords furent peu à peu trouvés dans une série de domaines (gestion intégrée des frontières, archives, représentation régionale, police, élections etc...) (S. Lehne). La perspective européenne offerte conjointement à Belgrade et Pristina, la conditionnalité attachée à cette perspective (par le biais du chapitre 35), l'implication personnelle de Catherine Ashton et le changement de gouvernement à Belgrade permirent ces avancées historiques (S. Lehne).

La normalisation des relations entre Belgrade et Pristina, cependant, n'est pas terminée. L'on peut regretter que le processus n'ait pas réellement restauré la confiance entre les anciens belligérants ; que le processus est essentiellement porté par les élites ; qu'il n'implique pas véritablement les citoyens ; que la population serbe au Nord du Kosovo ait le sentiment d'avoir été exclue des négociations ; que les résistances locales soient ignorées ; et que la société civile ne relaie pas ces accomplissements (S. Lehne). Le fait que cinq états membres de l'Union européenne n'aient pas reconnu l'indépendance du Kosovo jette également la confusion sur la position de l'Union et maintient un certain trouble (S. Lehne). Avant d'adhérer à l'UE, il est néanmoins certain que la Serbie devra avoir complètement normalisé ses relations avec Pristina, c'est-à-dire être en mesure d'avoir des relations contractuelles et de coopérer dans les enceintes internationales avec le Kosovo. Si cela suppose une reconnaissance officielle de l'indépendance du Kosovo ou pas ne doit pas être la question : ici, comme ailleurs, la fonction est plus importantes que la forme (S. Lehne).

Un autre contentieux qui pèse sur les relations de bon voisinage dans les Balkans occidentaux est celui de la question du nom entre la Grèce et la Macédoine. Skopje revendique en effet le nom de « République de Macédoine » depuis son indépendance au début des années 1990 et se réfère volontiers au patrimoine antique d'Alexandre le Grand, qu'elle incorpore dans la construction de l'identité slavo-macédonienne contemporaine. Cette évocation de la Macédoine antique a pris une nouvelle dimension au milieu des années 2000, avec le lancement du projet urbain Skopje 2014. Ces revendications historico-culturelles sont jugées inacceptables par Athènes, qui accuse son voisin septentrional d'usurpation identitaire et d'incitation à l'irréductibilisme. C'est à ce titre que la Grèce bloque depuis 2008 les processus d'intégration européenne et euro-atlantique de la Macédoine. Le *statu quo* qui en résulte nourrit un climat délétère, peu propice à la

poursuite des réformes politiques. Les divisions internes au sein de la population macédonienne (tant ethniques qu'idéologiques), l'asymétrie de pouvoir entre la Macédoine (candidate à l'adhésion) et la Grèce (état membre de l'UE) et le manque d'intérêt des états membres pour la question (à l'exception de certains, dont l'Autriche), rendent la résolution de la question du nom particulièrement complexe (C. Lequesne; J. Kyrle; L. Auer). Si l'Union européenne se doit de garantir une certaine égalité de traitement entre la Grèce et la Macédoine et ne peut s'accommoder du blocage actuel, la volonté de résoudre cette question, au final, doit aussi venir des pays eux-mêmes (J. Kyrle).

Les relations entre la Macédoine et la Bulgarie souffrent également d'un différend historique concernant la déportation des Juifs macédoniens durant la deuxième guerre mondiale, que Skopje accuse Sofia d'avoir tolérée, voire permise (N. Ragaru). Ce contentieux a acquis ces dernières années une intensité sans précédent. Lors du Conseil européen de décembre 2012, la Bulgarie a en effet rejoint le camp des états (dont la Grèce et la France) réservés sur l'ouverture de pourparlers d'adhésion avec la Macédoine. La racine du problème est le développement historiographique encouragé par les autorités bulgares à partir des années 1960, qui présente la Bulgarie comme sauveuse des Juifs (bulgares), comme nation tolérante et comme amie d'Israël (N. Ragaru). Or si le renouveau des travaux consacrés à la politique antisémite du gouvernement Filov (1940-1944) conduit certains historiens bulgares à mettre entre guillemets la notion même de « sauvetage », l'historiographie reste étonnamment silencieuse sur le sort des territoires occupés, et en particulier sur les Juifs de Macédoine (N. Ragaru). L'historiographie macédonienne dénonce ici l'occupation sanglante par une Bulgarie fasciste et documente en détail les politiques antijuives et la préparation des déportations imposées par Sofia (N. Ragaru). La confrontation des points de vue fait naître des tensions entre les deux pays, qu'un dialogue d'expert, mené dans un contexte pluraliste, permettrait sans doute d'atténuer (N. Ragaru).

### **Faire face à la montée des populismes**

Les populismes dans le Balkans occidentaux se nourrissent tout particulièrement des désillusions suscitées par le processus d'intégration européenne dans la région (V. Dzihic). L'essoufflement de la dynamique européenne crée un appel d'air dans lequel s'engouffrent les nationalismes. L'amenuisement des chances pour la plupart des pays de la région d'intégrer l'Union à moyen terme acculent les opinions publiques dans les Balkans à la passivité, voire à l'hostilité, et ce, malgré les appels des élites à « croire en l'Europe » (V. Dzihic). Il faut dire que le contexte ne prête guère à l'optimisme : seuls 37% des citoyens de l'UE sont en faveur de l'élargissement et dans certains états membres, 75% des citoyens y sont opposés (en Autriche notamment). Il en résulte un sentiment de rejet, que s'empresse de pallier les partis nationalistes, qui craignent par ailleurs de perdre leur privilèges du fait de la démocratisation des pays de la région (V. Dzihic). La crise économique amplifie encore le phénomène (V. Dzihic).

Afin de contenir les populismes, il convient tout d'abord de reconnaître l'existence d'un lien entre démocratie et état-providence, tout en pointant du doigt les nombreux dysfonctionnements qui verrouillent les états de la région (népotisme, corruption, capture de l'appareil de l'état par des intérêts privés, etc...) (V. Dzihic). C'est pour cela qu'il faut accueillir avec optimisme les mouvements sociaux qui ont secoué les Balkans au début de l'année 2014 (V. Dzihic). Ils témoignent de la gestation de mécanismes de démocratisation civique visant à améliorer l'état de la démocratie en faisant sauter des verrous placés dans le système de gouvernement contrôlé par les élites.

Plus généralement, l'on ne peut que regretter le manque de mobilisation des mouvements de gauche dans les Balkans et leur incapacité à s'organiser en véritables partis d'opposition (S. Ordanoski). Les populismes de droite s'appuient en effet sur des stratégies marketing efficaces, qui échappent encore aux partis de gauche. (S. Ordanoski). Ils proposent des modes de gouvernement plus autoritaires, célébrant la nation, et reposent sur des hommes forts, supposés tenir tête à l'ingérence des puissances étrangères (S. Ordanoski). Leur développement est un problème pour l'intégration européenne des pays des Balkans occidentaux, dans la mesure où le projet européen suppose précisément de dépasser ces logiques nationalistes qui divisent en construisant des référents identitaires communs (Th-M. Baier).

La marge de manœuvre de l'Union européenne, dans l'état actuel, est limitée. Promouvoir la paix, la liberté de la presse, la lutte contre la corruption, les réformes économiques et insister sur le respect de l'état de droit est une démarche essentielle pour contenir la montée des populismes (Th-M. Baier; V. Billette de Villemeur; S. Ordanoski). Mais le nerf de la guerre, à terme, est plus vraisemblablement le développement socio-économique (H. Kramer). Sans prospérité économique et sociale, l'intégration européenne reste une question trop abstraite pour de nombreux citoyens de la région. Le défi pour l'Union, pour ses états-membres et pour les Balkans occidentaux, aujourd'hui, n'est guère différent de celui évoqué par Altiero Spinelli en 1941 dans son Manifeste de Ventotene. Il s'agit d'une part de dépasser l'État-Nation en œuvrant à la constitution d'une fédération européenne, et d'autre part d'insuffler au projet européen une nouvelle orientation plus politique et plus sociale, permettant au plus grand nombre de se protéger contre la prédation des puissants (H. Kramer).

## Références

- C. Lequesne. Le modèle allemand peut-il servir de référentiel ? *ancien Directeur du CERI - Sciences Po.*
- H. Kramer. L'idée de réconciliation dans le projet européen. *professeur à l'Université de Vienne.*
- H. W. Kotschy. Vers la conclusion de la question macédonienne de 1913. *ancien Ambassadeur d'Autriche en Macédoine.*
- J. Kyrle. Le contentieux entre la Grèce et la Macédoine à propos du nom de la Macédoine. *ancien secrétaire général du Ministère autrichien des affaires européennes et internationales.*



- L. Auer. *Ambassadrice de France en Macédoine.*
- M. Gjurovska. *Présidente du Mouvement Européen République de Macédoine.*
- N. Poposki. *Ministre des Affaires étrangères de la République de Macédoine.*
- N. Ragaru. *Au miroir de l'Europe : les passés et présences de la Shoah dans les relations bulgare-macédoniennes. Chargée de recherches au CERI-Sciences Po.*
- N. Šebek. *Réconciliation et enseignement de l'histoire. Directeur du Centre pour la Démocratie et la Réconciliation en Europe du Sud-est.*
- P. Jankowitsch. *Secrétaire Général, Centre franco-autrichien, Vienne.*
- S. Lehne. *L'accord de normalisation entre la Serbie et le Kosovo. chercheur au Carnegie Europe.*
- S. Ordanoski. *Populisme politique et identité européenne et leur expression dans les Balkans. journaliste et analyste politique en Macédoine.*
- Th-M. Baier. *Ambassadeur d'Autriche en Macédoine.*
- V. Billette de Villemeur. *Directrice adjointe de la direction de l'Europe continentale au Ministère français des affaires étrangères et du développement international.*
- V. Dzihic. *Les modes de résistance à l'idée d'appartenance à l'Europe dans les Balkans contemporains. Chargé de recherches à l'Institut autrichien pour la politique internationale (OIIP).*